

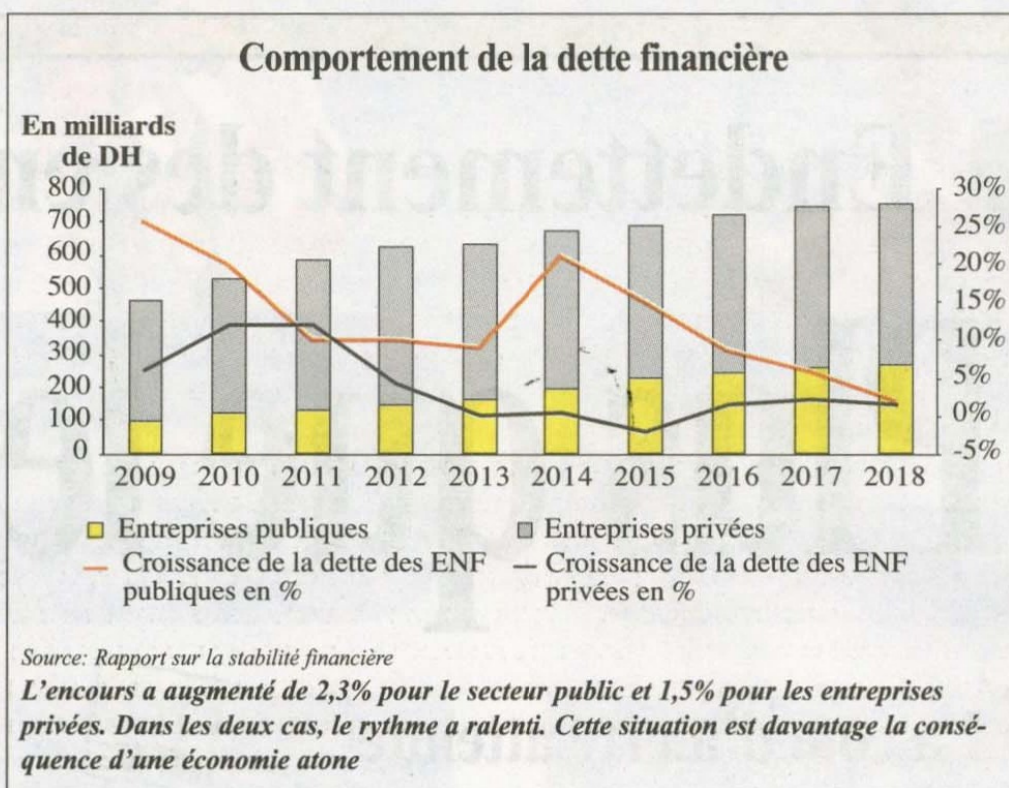
# Endettement des entreprises: La cote d'alerte!

• L'encours a augmenté de 1,8% à 759 milliards de DH en 2018

• Il dépasse le PIB en intégrant les arriérés

LES entreprises non financières ont cumulé une dette financière de 759 milliards de DH en hausse de 1,8% à fin 2018. La réalité de leur endettement est bien différente en intégrant le crédit interentreprises qui culmine à plus de 420 milliards de DH (ce chiffre englobe aussi celui des entreprises financières). En combinant les dettes financières et commerciales, l'on dépasse le PIB.

Hors dettes commerciales, l'encours a augmenté de 2,3% pour le secteur public et 1,5% pour les entreprises privées. Dans les deux cas, le rythme de progression a ralenti et est davantage le symptôme



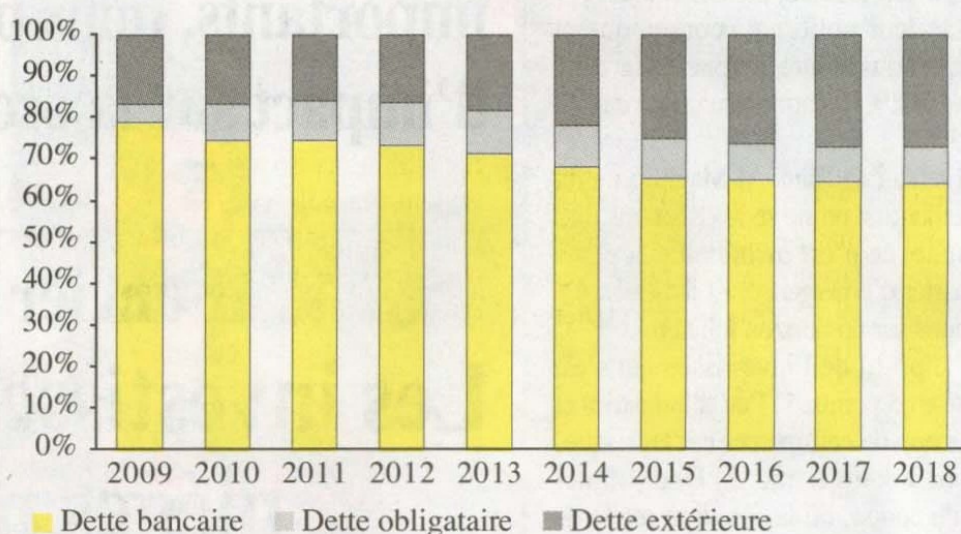
d'une économie atone qu'une volonté des entreprises de renforcer leur solidité

financière. Les situations diffèrent selon les secteurs. Les entreprises immobilières poursuivent l'assainissement de leur bilan, ce qui a un impact sur l'endettement

situation perdue, l'ambition de l'émergence serait difficile à concrétiser même sur un horizon lointain», a prévenu Bank Al-Maghrib.

Même si les autres sources de financement gagnent du terrain, la part du financement bancaire dans l'endettement des entreprises reste élevée à 64% (485 milliards de DH). Le taux d'endettement de certaines entreprises pourrait expliquer la prudence des banques à s'exposer davantage sur ces contreparties. L'enquête de Bank Al-Maghrib sur un échantillon de 74.400 entreprises non financières privées et publiques laisse ressortir un taux d'endettement (dette financière et commerciale) moyen de 62%. Il s'établit à 65% pour les TPE, 57% pour les PME et 62% pour les grandes entreprises. En excluant les dettes court terme, le taux d'endettement long terme est inférieur à 50% pour les PME et les grandes entreprises et ressort à 54% pour les TPE. Pour ces dernières, il a augmenté de 4 points en un an. L'indicateur a diminué de 3 points à 43% pour les PME. Par

## Le financement bancaire reste prépondérant



global. Par ailleurs, la conjoncture dans certains secteurs et les difficultés de trésorerie voilent l'horizon pour de nombreuses entreprises, ce qui affecte leurs investissements.

La banque centrale dans son dernier rapport annuel s'est à nouveau inquiétée du ralentissement de l'investissement privé. Une situation qui fait peser des risques sur la croissance et l'emploi. La progression de la valeur ajoutée non agricole tourne autour de 2,3% depuis 2013, un score deux fois inférieur au niveau observé sur la période 2000-2012. «Si cette

secteur, les industries extractives et les activités immobilières affichent les ratios les plus élevés avec respectivement 77% et 70%.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance de la dette des entreprises non financière tient pour une partie à l'arrivée à échéance des programmes d'investissement de quelques entreprises publiques. De plus de 12% en moyenne annuelle entre 2013 et 2017, la hausse de leurs dettes a été divisée par 5 en 2018 à 270 milliards de DH. □

F.Fa